

Info Justice

Rapport annuel réseau 2025-2026





Table des matières

Toujours plus près des personnes 3

Bilan 2025-2026 4

Notre impact en chiffres 6

Tisser du lien, région par région 7

Des services en transformation 11

Accompagnement en droit notarial (ADN) 12

Services de première ligne en palais de justice 13

Parcours petites créances 14

Soutien juridique en logement 15

Médiation en protection de la jeunesse 16

Soutien juridique en milieux communautaires 17

Nos initiatives pour transformer les pratiques en justice 18

Nous structurer pour toujours mieux servir 20

Nos forces vives engagées 21

Ensemble vers l'avenir : nos ambitions pour 2026-2027 22

Priorités stratégiques 2026-2027 23

Nos principaux défis pour l'année à venir 24

Toujours plus près des personnes

Présents dans les 17 régions du Québec, les 14 centres Info Justice forment un réseau unique d'organismes à but non lucratif unis par une même mission : **rendre la justice plus accessible, humaine et compréhensible**. Ancrés dans leurs communautés, ils offrent gratuitement un **soutien juridique de proximité complémentaire** aux ressources existantes et accompagnent les personnes afin qu'elles puissent mieux comprendre leurs droits, prendre des décisions éclairées et naviguer leur parcours juridique.

Cette année a également marqué une étape importante de l'évolution du réseau avec l'adoption de la nouvelle identité **Info Justice**. Plus qu'un changement de nom, cette transformation traduit notre volonté d'être plus simples à comprendre, plus faciles à trouver et plus accessibles pour la population. Elle reflète l'évolution d'un réseau qui, depuis maintenant 15 ans, adapte continuellement ses services pour mieux répondre aux réalités vécues par les personnes et les communautés.

Ce rapport met en lumière les réalisations qui ont jalonné cette année de transition et de développement. Il témoigne de l'engagement des équipes partout au Québec à faire évoluer les services, à renforcer leur présence sur le terrain et à poursuivre une même ambition : **être, toujours, plus près des personnes.**

Le soutien juridique de proximité: pour aider encore plus les personnes

En 2025-2026, le réseau Info Justice a progressivement intégré puis pleinement déployé une approche renouvelée de services afin de répondre toujours mieux aux besoins juridiques des personnes et des communautés.

Fondée sur une intervention humaine, accessible et adaptée, cette approche privilégie un soutien juridique concret et ponctuel pouvant inclure de l'information juridique et de l'accompagnement ponctuel dans certaines démarches, la présentation de solutions adaptées, incluant les modes de prévention et de règlement des différends (PRD), ainsi qu'une orientation vers les ressources les plus appropriées. En intervenant là où les besoins sont les plus grands, où les services sont moins présents et auprès des populations confrontées à des obstacles particuliers, les centres Info Justice renforcent leur contribution à une justice plus accessible, plus humaine et plus proche des personnes.

> « Développer de nouveaux services nous amène à sortir de notre zone de confort, à acquérir de nouvelles expertises et à travailler autrement. En mettant nos forces en commun et en bâtissant des ponts avec différents partenaires, nous faisons évoluer nos pratiques et contribuons ensemble à faire progresser l'accès à la justice. »

– **Marie-Josée Fournier**, Directrice générale
Info Justice Bas-Saint-Laurent



Des services de proximité au cœur des communautés

En 2025-2026, les services réguliers des centres Info Justice ont permis de réaliser près de **30 000 rencontres gratuites** afin de répondre aux besoins juridiques variés des personnes partout au Québec. En complément de ce soutien individuel, les centres ont également offert une vaste gamme de séances d'information, d'activités de sensibilisation et de projets régionaux développés pour répondre aux réalités propres à leurs communautés. Cette année a également marqué une étape importante pour le réseau avec l'ouverture du centre Info Justice Abitibi-Témiscamingue, permettant ainsi d'offrir des services dans **l'ensemble des 17 régions du Québec** et de renforcer encore davantage la présence d'Info Justice auprès des personnes, partout sur le territoire.

Une présence toujours plus forte sur le terrain

Des services pour répondre à des besoins ciblés

Grâce à la force à la collaboration entre les centres de toutes les régions du Québec, Info Justice développe des services ciblés afin de répondre à des besoins juridiques observés sur le terrain.

En mutualisant expertises, pratiques et connaissances des réalités vécues dans les communautés, le réseau est en mesure de déployer des initiatives adaptées auprès de différentes populations et dans des domaines où les besoins sont moins comblés par les services en place.

Ces services permettent d'offrir aux personnes un soutien juridique de proximité encore plus adapté à certaines réalités et à certains parcours juridiques.

En 2025-2026, les services ciblés offerts par les différents centres Info Justice représentent plus de 5000 rencontres qui ont permis de rencontrer les besoins juridiques spécifiques de nombreuses personnes.

Services ciblés	Contribution aux communautés au 31 mars 2026
Séparation et familles	Soutien juridique et accompagnement pour les personnes vivant une séparation, incluant le calcul de pension alimentaire pour enfants.
Petites créances	Soutien des personnes ayant un dossier ou qui souhaitent en déposer un aux petites créances, notamment celles touchées par la médiation obligatoire et l'arbitrage.
Accompagnement en droit notarial	Services notariaux accessibles pour des personnes en situation de vulnérabilité.
Soutien de première ligne en palais de justice	Soutien juridique de première ligne ponctuel offert directement en palais de justice, pour soutenir notamment les besoins des personnes non représentées en matière civile, familiale et protection de la jeunesse.
Services mobiles	Services juridiques mobiles déployés directement dans certaines communautés et auprès de populations qui rencontrent des obstacles d'accès à la justice.
Soutien juridique en milieu communautaire	Évaluation des besoins en milieux communautaires dans l'ensemble des régions du Québec.
Logement	Soutien juridique en matière de logement auprès de populations ciblées.
Intervention psychosociale	Soutien psychosocial offert dans certains centres en complément des services de soutien juridique.
Médiation jeunesse	Services de médiation jeunesse offerts dans certains centres pour les dossiers admissibles en protection de la jeunesse.

Le réseau Info Justice : Une collectivité essentielle pour renforcer l'accès à la justice

Présent dans les 17 régions du Québec, le réseau Info Justice rassemble 14 organismes profondément ancrés dans leurs communautés, unis par une même ambition : rendre la justice plus accessible, plus humaine et plus proche des personnes. En mettant en commun leurs expertises, leurs connaissances du terrain et leurs pratiques, les centres développent des services toujours mieux adaptés aux besoins juridiques vécus partout au Québec.

Cette force collective permet de mutualiser les outils, de partager les meilleures pratiques et de déployer des initiatives concertées à l'échelle nationale, tout en préservant la capacité de chaque centre à répondre aux réalités propres à sa communauté. Au cours de la dernière année, le réseau a poursuivi les travaux menant à sa constitution comme organisme national, une étape structurante qui renforcera sa capacité à soutenir les centres, à porter une vision commune auprès des partenaires et à faire progresser l'accès à la justice au bénéfice de l'ensemble de la population québécoise.

> « On mesure souvent la qualité d'un service à ce qui se passe lors d'une rencontre avec une personne. Pourtant, cette qualité se construit bien avant : dans les échanges entre les équipes, le partage des expertises, la formation continue et toutes les réflexions menées ensemble pour offrir le meilleur accompagnement possible à la population. »
>
> - Chloé LeTourneux-Perron, Responsable nationale des services juridiques



Une identité plus claire et accessible pour la population

En 2025, les Centres de justice de proximité sont devenus Info Justice.

Cette nouvelle identité vise à faciliter la compréhension des services offerts à la population et à accentuer l'accessibilité et la visibilité des centres partout au Québec.Le lancement du nouveau site Web info-justice.ca s'inscrit également dans cette volonté d'offrir une expérience plus simple, claire et adaptée aux besoins des personnes qui recherchent du soutien juridique.

CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ

Info Justice

Notre impact en chiffres

Nos statistiques témoignent de la portée concrète de notre action dans toutes les régions du Québec. Chaque demande, chaque rencontre, incarne un besoin accueilli et une réponse apportée.

Près de **30 000 consultations** gratuites

Plus de **440 séances d'information** de groupe

Environ **1 305 000 minutes** de rencontres gratuites offertes à la population québécoise

Plus de **600 rencontres** d'intervention psychosociale offertes en complémentarité du soutien juridique

Un taux de traitement de **95 % des demandes reçues** dans l'ensemble de nos centres

Présence dans **17 régions du Québec**

Tisser du lien, région par région

Chaque région possède ses réalités, mais l'objectif demeure le même : rapprocher la justice des personnes. En adaptant leurs services aux besoins de leur communauté, les centres Info Justice développent des solutions concrètes pour rendre le droit plus accessible. Voici quelques initiatives qui en témoignent.



Abitibi-Témiscamingue

Une nouvelle porte d'entrée vers une justice plus accessible

En novembre 2025, l'ouverture d'Info Justice Abitibi-Témiscamingue a marqué une étape importante pour l'accès à la justice dans la région. Grâce à une équipe composée d'une avocate et d'une notaire, les citoyennes et citoyens peuvent désormais bénéficier gratuitement d'une information juridique personnalisée, d'un accompagnement pour mieux comprendre leurs droits et d'un soutien dans leurs démarches. Cette nouvelle ressource complète la présence du réseau Info Justice dans toutes les régions du Québec et rapproche concrètement la justice de la population.

Bas-Saint-Laurent

Le droit à la rencontre des jeunes

Afin de mieux répondre aux besoins des adolescents, Info Justice Bas-Saint-Laurent déploie un service d'accompagnement juridique destiné aux jeunes de 14 ans et plus, directement à l'école secondaire Paul-Hubert de Rimouski. Une juriste y tient des permanences régulières pour informer les élèves sur leurs droits et les accompagner notamment dans des situations d'intimidation ou de conflits. Développée en collaboration avec les équipes-écoles et les organismes du milieu, cette approche de proximité facilite l'accès aux services juridiques, soutient les intervenants et contribue à établir un lien de confiance avec les jeunes. Cette phase pilote pourrait mener à la pérennisation du service et à son déploiement dans d'autres écoles secondaires de la région.

Centre-du-Québec

La justice au cœur du milieu communautaire

En partenariat avec La Rue de Bécancour, Info Justice Centre-du-Québec a développé une approche de proximité permettant d'offrir des consultations juridiques directement au sein d'un organisme œuvrant auprès des personnes en situation de marginalisation. En plus d'une clinique sans rendez-vous, les juristes peuvent se déplacer à domicile ou dans d'autres organismes communautaires afin de s'adapter aux réalités des personnes accompagnées. Cette approche contribue à lever les obstacles à l'accès à la justice en offrant des services là où les besoins sont les plus grands. Développée dans le cadre du projet national des juristes mobiles, cette initiative a été documentée afin de faciliter le transfert de cette expertise et le déploiement d'approches similaires dans d'autres milieux communautaires au Québec.

Côte-Nord

Co-construire l'accès à la justice avec les communautés autochtones



Afin de mieux répondre aux réalités des communautés autochtones, Info Justice Côte-Nord a développé de nouveaux partenariats avec les communautés de Pessamit et d'Essipit. En misant sur l'écoute, le dialogue et l'adaptation de ses outils, le Centre a notamment organisé une conférence sur les successions et un cercle de parole favorisant les échanges autour de questions juridiques vécues par les membres de la communauté. Cette démarche a également permis de créer un dépliant sur les successions adapté aux réalités autochtones et de mieux cerner les besoins des communautés afin de développer des services toujours plus accessibles, pertinents et culturellement adaptés.

Montréal

Une approche humaine et multidisciplinaire



À Montréal, les juristes et les intervenantes psychosociales travaillent en étroite collaboration afin d'offrir un soutien qui tient compte à la fois des enjeux juridiques et de la réalité humaine des personnes. En combinant expertise juridique, écoute et soutien psychosocial, l'équipe aide les personnes à mieux comprendre leurs droits, à reprendre du pouvoir sur leur situation et à entreprendre leurs démarches avec davantage de confiance. Cette approche contribue également à prévenir l'escalade des différends : au cours de la dernière année, 67 % des personnes accompagnées l'ont été avant que leur situation ne se judiciarise.

Estrie

Bâtir des ponts avec le milieu universitaire

En collaboration avec la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke, Info Justice Estrie met à contribution des étudiantes et étudiants en droit pour soutenir ses activités et développer des outils d'information juridique. Cette collaboration favorise à la fois la formation de la relève et la création de ressources vulgarisées répondant aux besoins de la population. Cette année, elle a notamment permis de développer une trousse sur les différentes formes d'interdits de contact, qui s'ajoute aux nombreux outils conçus pour aider les citoyens à mieux comprendre leurs droits et leurs démarches juridiques. Cette collaboration favorise à la fois la formation de la relève et le développement d'outils d'information juridique, contribuant à rendre le droit plus accessible pour la population estrienne.

Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

Un accompagnement notarial ancré dans son milieu

Après une deuxième année d'implantation, le service d'accompagnement en droit notarial (ADN) s'est solidement enraciné en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. En renforçant la collaboration entre Info Justice, les notaires privés, le personnel des palais de justice et les organismes communautaires, cette approche favorise un accompagnement mieux coordonné et plus accessible dans les différentes MRC de la région. Elle permet surtout de mieux répondre aux besoins de personnes qui, autrement, n'auraient pas accès à un notaire. Elle a notamment permis de soutenir des personnes issues de différentes communautés autochtones de la région dans leurs démarches dans trois dossiers, une avancée fort encourageante.

Laval–Laurentides–Lanaudière

Une journée pour rapprocher la justice de la population

En collaboration avec le Barreau de Laval et grâce au soutien de la Ville de Laval, le Centre a organisé la Journée de la justice pour tous. Cet événement a permis à 85 personnes de bénéficier de consultations juridiques gratuites, tout en offrant des formations au grand public et aux avocat·es ainsi que des kiosques d'information réunissant 17 organismes en accès à la justice. Plus de 200 avocat·es ont également participé à une formation portant sur la réalité des organismes du milieu, contribuant ainsi à renforcer les liens entre les différents acteurs engagés à améliorer l'accès à la justice.



Mauricie

Adapter la justice aux besoins de chacun

Dans le cadre du projet Juristes mobiles, Info Justice Mauricie a développé une approche destinée aux personnes vivant avec un trouble du spectre de l'autisme, une déficience intellectuelle ou un trouble du langage. En collaboration avec plusieurs partenaires spécialisés de la région, l'équipe a conçu un accompagnement fondé sur le langage clair, des pratiques de communication adaptées et une approche personnalisée, afin de mieux répondre aux obstacles que cette clientèle peut rencontrer dans son parcours juridique. Cette initiative contribue à rendre la justice plus accessible, compréhensible et inclusive.

Montérégie

La justice au cœur des milieux de vie



En partenariat avec L'Étoile, Centre de pédiatrie sociale en communauté du Haut-Richelieu, Info Justice Montérégie a mis en place un service juridique destiné aux familles vivant en situation de vulnérabilité. Chaque semaine, une avocate se rend directement dans les locaux de l'organisme afin d'offrir une information juridique claire, un accompagnement adapté et un soutien aux intervenantes et intervenants. En rapprochant la justice des familles, cette initiative contribue à prévenir l'aggravation des problèmes juridiques, à renforcer le pouvoir d'agir des parents et à offrir des services véritablement ancrés dans la communauté.

Nunavik

À la rencontre des 14 communautés du Nunavik



Sur un territoire où les villages sont accessibles uniquement par avion, Pisuqatigiittut (Info Justice Nunavik) assure désormais une présence annuelle dans chacune des 14 communautés du Nunavik. L'équipe y offre des cliniques juridiques gratuites et sans rendez-vous, permettant aux membres des communautés d'obtenir un soutien adapté en matière de règlement des successions et de démarches administratives. Grâce à une étroite collaboration avec les partenaires locaux, les Inuit bénéficient d'un accompagnement adapté à leur réalité, en inuktitut, en anglais ou en français, tout au long de l'année. En parallèle, l'équipe offre des formations aux intervenants locaux afin de renforcer leurs connaissances et de favoriser un accompagnement durable au sein des communautés.

Outaouais

Un soutien en logement pour les personnes en situation de vulnérabilité

Depuis octobre 2025, Info Justice Outaouais offre des services en droit du logement visant à soutenir les locataires confrontés à des situations d'incertitude, de précarité ou de conflit. Bien que ces services soient accessibles à l'ensemble de la population, ils ont été développés afin de répondre plus particulièrement aux besoins des personnes racisées, des nouveaux arrivants et d'autres personnes pouvant rencontrer des obstacles dans la compréhension ou l'exercice de leurs droits. Grâce à une information juridique claire et à un accompagnement personnalisé, les personnes desservies sont mieux outillées pour comprendre leur situation et entreprendre leurs démarches avec confiance. Cette approche s'appuie sur des partenariats étroits avec plusieurs organismes de la région, dont l'Accompagnement des femmes immigrantes de l'Outaouais (AFIO), permettant de rejoindre des clientèles aux réalités diversifiées et de faciliter l'accès aux ressources disponibles. Ces collaborations favorisent également l'identification de besoins juridiques connexes, notamment chez les personnes vivant des situations de violence conjugale ou de contrôle coercitif, qui peuvent être orientées vers les services spécialisés offerts par l'organisation.

Depuis le lancement du projet, plus de 90 rencontres ont été réalisées avec des membres de la communauté et des partenaires afin de faire connaître les services et de renforcer les liens avec le milieu. Par cette approche intégrée, Info Justice Outaouais contribue à renforcer l'accès à la justice, la sécurité et le pouvoir d'agir des personnes au sein de leur communauté.



Capitale Nationale Québec–Chaudière-Appalaches

Une justice de proximité ancrée dans le milieu

Grâce à un partenariat avec la Ville de Lévis, la cour municipale et le Service de police de Lévis, Info Justice Capitale-Nationale–Chaudière-Appalaches a consolidé sa présence au sein de la nouvelle Maison de justice de proximité. Cette collaboration permet d'offrir des consultations juridiques directement dans le milieu de vie des citoyens, tout en favorisant un accompagnement plus fluide grâce à une meilleure coordination entre les partenaires, notamment pour les personnes souhaitant obtenir un mandat de paix. Une approche concertée qui simplifie le parcours des citoyens et renforce l'accès à la justice.



Saguenay–Lac-Saint-Jean

Un accompagnement juridique directement chez les personnes aînées



Dans le cadre du projet de services en droit du logement pour personnes ainées, Info Justice Saguenay–Lac-Saint-Jean adapte ses services en droit du logement à la réalité des personnes aînées. En plus des consultations individuelles, les juristes se déplacent à domicile lorsque des enjeux de mobilité, de santé ou d'accès aux services limitent les déplacements. Cette approche de proximité, réalisée en collaboration avec les intervenants du milieu, permet de rejoindre des personnes plus vulnérables et d'offrir un accompagnement juridique véritablement adapté à leur situation.

Des services en transformation

Cette année, notre réseau a franchi d'importantes étapes pour renforcer son rôle de première ligne en matière d'accès à la justice. Nos équipes ont poursuivi leur travail pour créer de nouveaux services et bonifier ceux déjà établis afin qu'ils soient mieux arrimés aux besoins des personnes et aux réalités sociales et locales. Chaque projet témoigne d'un engagement renouvelé envers une justice plus humaine, accessible et cohérente.

Projet ADN – Accompagnement en droit notarial

L'année 2025-2026 a marqué une étape importante pour le projet ADN, qui est passé d'une phase d'implantation à une phase de consolidation. Grâce au soutien financier du Fonds d'études notariales, le service a poursuivi sa mission d'améliorer l'accès à la justice pour les personnes en situation de vulnérabilité qui n'auraient pas autrement accès aux services d'un notaire. Déployé en Outaouais, en Mauricie et en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, le projet a permis de renforcer un modèle d'accompagnement adapté aux réalités vécues sur le terrain.

Au cours de l'année, le réseau a joué un rôle essentiel dans la structuration et l'évolution du service. Le travail réalisé avec les équipes régionales, les partenaires juridiques et la Clinique de droit notarial de l'Outaouais a permis de mieux définir le cadre d'intervention, d'ajuster les pratiques aux besoins des personnes accompagnées et de préciser les critères d'admissibilité. Ces collaborations ont contribué à assurer une meilleure cohérence du service, tout en renforçant sa complémentarité avec les ressources existantes.

Entre le 1er avril 2025 et le 31 mars 2026, ADN a rejoint 365 personnes bénéficiaires, reçu 227 demandes, réalisé 485 rencontres individuelles et offert 279 services juridiques. Au-delà de ces données, les situations rencontrées confirment l'ampleur des besoins en droit notarial et la pertinence d'un service accessible, humain et bien arrimé aux réalités des personnes vulnérables. Le taux de satisfaction moyen de 9,78/10 témoigne également de la qualité de l'accompagnement offert. Les commentaires recueillis soulignent notamment l'écoute, l'empathie, le professionnalisme de l'équipe, ainsi que la clarté des explications fournies.

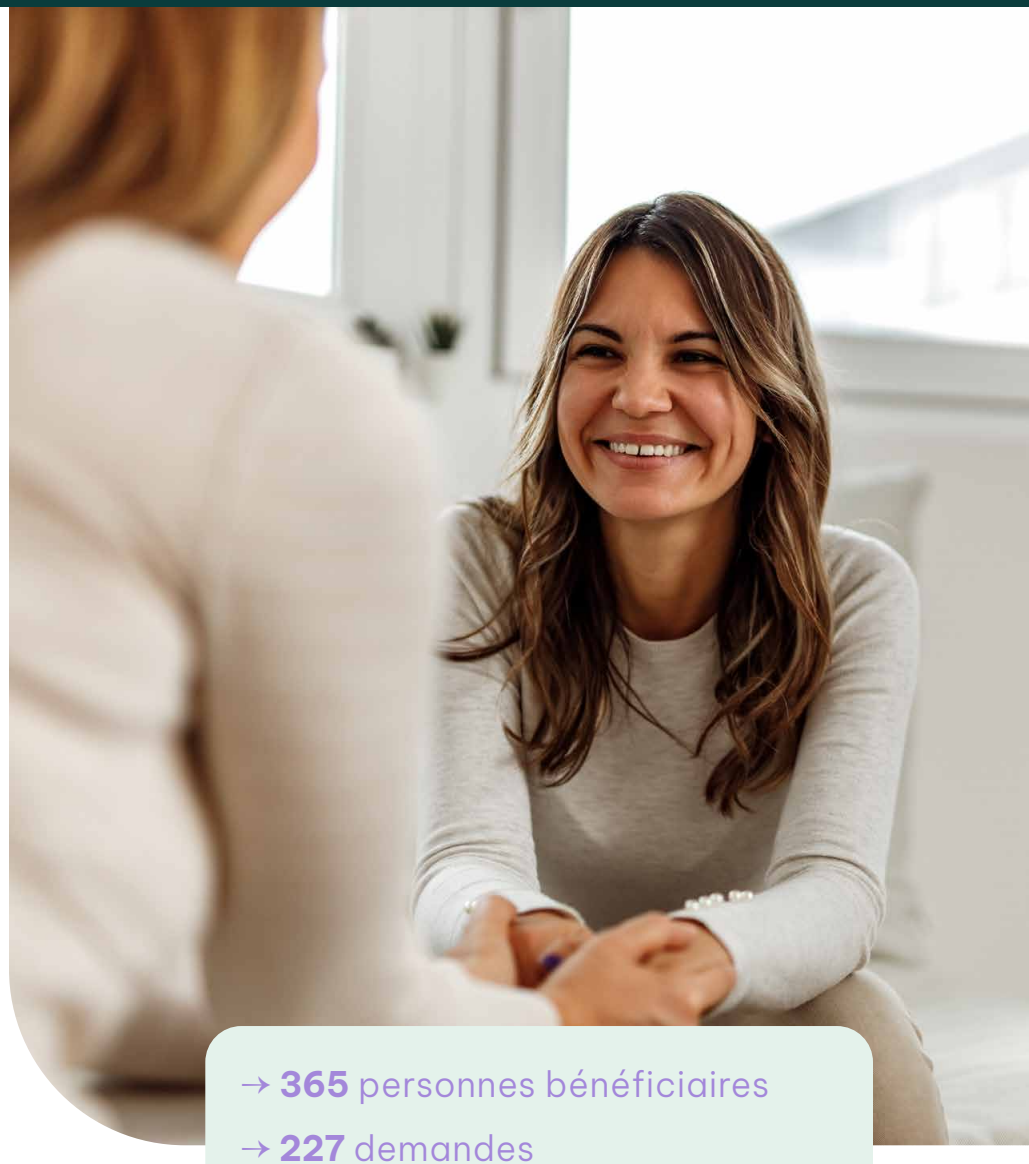
Cette deuxième année a donc permis de consolider les bases du projet et d'en confirmer la valeur ajoutée pour la population. Les apprentissages tirés de l'expérience terrain ouvrent maintenant la voie à la pérennisation et au développement d'une pratique innovante en droit notarial, portée par le réseau Info Justice et ses partenaires.

En collaboration avec :

Clinique de droit notarial de l'Outaouais

Financé par :

Fonds d'études notariales | Chambre des notaires



- → **365** personnes bénéficiaires
- → **227** demandes
- → **485** rencontres individuelles
- → **279** services juridiques

Services de première ligne en palais de justice

Le projet vise à favoriser un meilleur déroulement des audiences et des activités judiciaires en préparant les justiciables à titre de partie ou de témoin, en leur communiquant une information claire pour soutenir des décisions éclairées, en les aidant dans la préparation de leur dossier et de leur procédure, puis en les orientant vers les ressources appropriées selon leur situation. Les services offerts par les centres Info Justice dans les palais de justice sont développés en complémentarité avec les ressources existantes et en réponse aux besoins identifiés dans chaque région.

Le projet est rendu possible grâce à l'entente Justice Citoyens, portée par le Barreau du Québec, la Chambre des notaires du Québec et le ministère de la Justice.

Ce financement d'une valeur approximative de 21M$ permet à Info Justice de déployer des services dans 43 palais de justice répartis dans l'ensemble des régions du Québec.



Déploiement progressif dans le réseau

En 2025-2026, les services en palais de justice ont franchi une étape importante. Déployé en trois phases, le projet a consacré sa première année au développement de ses bases communes et à la réalisation de la première phase d'implantation.

Cette première phase a reposé sur la mobilisation des centres participants, des équipes régionales et nationales. En date du 31 mars 2026, les services ont été implantés dans les régions suivantes:

→ Bas-Saint-Laurent

→ Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

→ Capitale-Nationale–Chaudière-Appalaches

→ Laval–Laurentides–Lanaudière

→ Montréal

Le réseau a joué un rôle essentiel pour assurer un déploiement cohérent, selon les réalités de chaque palais de justice et de chaque région.

L'année a également permis de développer les outils nécessaires au déploiement du projet, dont :

- des procéduriers régionaux;
- des mécanismes de référencement;
- une ligne téléphonique nationale;
- des pratiques harmonisées pour la vérification des conflits d'intérêts.

Ces outils soutiennent les juristes, facilitent les arrimages entre les centres et contribuent à une expérience cohérente pour les justiciables.

Services offerts

Un accompagnement juridique de proximité

Le service offre un accompagnement ponctuel aux personnes non représentées qui se présentent au palais de justice.

Les services permettent notamment de :

- informer les justiciables sur les étapes de leur parcours judiciaire;
- les préparer à une audience, à titre de partie ou de témoin;
- les soutenir dans la préparation de leur dossier et de certains documents;
- favoriser la compréhension des options possibles, dont les modes de PRD;
- les orienter vers les ressources pertinentes.

→ **1 389 rencontres** en palais de justice de septembre 2025 à mars 2026

→ **929 bénéficiaires** rencontrées de septembre 2025 à mars 2026

Justice citoyens

Parcours petites créances

Depuis le 11 mars 2026, la médiation obligatoire et l'arbitrage s'appliquent aux dossiers de 5 000 $ et moins aux petites créances dans tous les districts judiciaires.

Le Parcours petites créances offre des rencontres individuelles et des séances d'information de groupe pour accompagner les justiciables à chaque étape du processus judiciaire. Il les aide à comprendre leurs options, à mieux se préparer et à faire des choix éclairés.

Formations et accompagnement

Tout au long de l'année, des rencontres ont eu lieu avec les directions et les équipes intégrant le Parcours.

- Formation de 3 heures destinée aux juristes portant sur les nouveautés législatives.
- Formation de 2 heures destinée aux juristes sur les services juridiques en matière de petites créances.
- Formation de 2 heures destinée au personnel de soutien portant sur la procédure ainsi que sur les aspects administratifs.

Formations offertes par le réseau aux équipes :

- 4 formations en droit de la consommation, notamment en matière automobile et contractuelle (offerte par Option consommateurs);
- Arbitrage aux petites créances (offerte par l'Université de Sherbrooke);
- Vice caché affectant un immeuble (offerte par Me Richard Leblanc);
- Évaluation des dommages dans un recours en responsabilité civile (offerte par Pr Frédéric Levesque).

Visibilité et rayonnement

Info Justice était présent pour parler du Parcours, notamment :

- Concours de Négociation National Canadien (CNNC) organisé, en 2025, par l'Université de Sherbrooke (activité de réseautage);
- Formation offerte par l'Université de Sherbrooke aux arbitres des petites créances (promotion des services offerts par Info Justice);
- Cours de prévention et règlement des différends de la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke (promotion des services offerts par Info Justice);
- Participation à la Table de concertation en matière de petites créances.

→ **608 personnes** rencontrées et accompagnées dans leur prise de décision

→ **310 participant·es** à la séance sur les petites créances

→ **102 participants·es** à la séance sur la médiation aux petites créances

→ **79 participants·es** à la séance sur l'arbitrage aux petites créances

Nouveaux districts judiciaires et nouveaux Centres Info Justice intégrés au Parcours petites créances en 2025-2026

Info Justice	Districts judiciaires	Intégration
Abitibi-Témiscamingue	Abitibi, Témiscamingue, Rouyn-Noranda	Avril 2025
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Gaspé, Bonaventure	Avril 2025
Côte-Nord	Mingan, Baie-Comeau	Mai 2025
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Alma, Chicoutimi, Roberval	Mai 2025
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	Charlevoix, Frontenac, Mé-gantic	Mai à juin 2025
Estrie	Bedford, Saint-François	Juin 2025
Montérégie	Beauharnois	Octobre 2025
Montréal	Montréal	Octobre 2025
Outaouais	Pontiac, Gatineau	Novembre 2025
Laval-Laurentides-Lanaudière	Joliette, Terrebonne	Mars 2026
Mauricie	Saint-Maurice, Trois-Rivières	Mars 2026

Soutien juridique en logement



Historique

Développés grâce à la mesure 63 du Plan d'action gouvernemental La fierté de vieillir 2024-2029, les services en droit du logement destinés aux personnes aînées visent à répondre aux besoins des personnes de 65 ans et plus confrontées à des enjeux liés à leur logement.

Arrivée du service dans le réseau Info Justice

Depuis le 1er avril 2025, les services sont offerts en Estrie et au Saguenay–Lac-Saint-Jean. Au total, huit avocat·es participent à leur prestation afin d'offrir un accompagnement adapté aux réalités vécues par les personnes aînées faisant face à des enjeux en matière de logement.

Services offerts

Les juristes offrent des avis juridiques, de l'accompagnement dans les démarches, du soutien à la préparation et à la rédaction de procédures et de documents, ainsi qu'une aide adaptée aux besoins des personnes aînées. Lorsque la situation le nécessite, des rencontres à domicile peuvent également être réalisées afin de réduire les obstacles à l'accès aux services et à la justice.

→ **206 personnes ainées** ayant bénéficié des services

→ **335 rencontres** dont 26 rencontres à domicile

Mission

Les services visent à permettre aux personnes aînées de mieux comprendre leurs droits et leurs obligations en matière de logement, de faire des choix éclairés et d'entreprendre les démarches nécessaires en fonction de leur situation. Grâce à une approche adaptée à leur réalité, les juristes les accompagnent dans leurs réflexions et leurs démarches, tout en favorisant le développement de leur autonomie juridique et l'établissement d'un lien de confiance.

Une première année bien remplie

Au cours de sa première année complète de déploiement, plus de 200 personnes aînées ont été accompagnées relativement à leurs enjeux en droit du logement. Les consultations ont porté principalement sur les modifications au bail, les résiliations, les reprises de logement, les conditions de logement ainsi que les démarches devant le Tribunal administratif du logement. Les services ont été offerts principalement à des personnes vivant en logement privé, mais également à des personnes résidant en résidence privée pour aînés, en logement à loyer modique ou en coopérative d'habitation.

Des outils au bénéfice de l'ensemble du réseau

Des outils pratiques, des contenus d'information juridique vulgarisée et une offre de séances d'information destinées aux personnes qui interviennent auprès des ainé·es ont été développés au cours de l'année. Ces ressources pourront être utilisées par l'ensemble du réseau Info Justice afin de soutenir le développement d'une expertise en droit du logement et de favoriser un accès à une information juridique claire et cohérente partout au Québec.

Médiation en protection de la jeunesse

Historique

La médiation en protection de la jeunesse est née d'un projet pilote lancé en 2021 afin d'offrir une approche collaborative aux familles dont une situation est traitée en protection de la jeunesse. Reconnue comme une pratique prometteuse, elle répond notamment à une recommandation formulée dans le rapport Laurent visant l'instauration d'un service de médiation gratuit et indépendant.

En 2024, Info Justice a commencé à offrir des services de médiation dans certaines régions. À ce jour, le service est offert dans les centres Info Justice des régions de Capitale-Nationale, de Chaudière-Appalaches, des Laurentides, de Lanaudière, de Montérégie et de l'Estrie.

Une approche centrée sur l'intérêt de l'enfant

La médiation en protection de la jeunesse offre aux parents, aux enfants et au DPJ un espace de dialogue confidentiel permettant d'explorer des solutions consensuelles lorsque la DPJ juge que la sécurité ou le développement d'un enfant est compromis.

Animée par des médiatrices et médiateurs spécialisés, la démarche favorise la participation des parents et des enfants aux décisions qui les concernent, encourage la recherche de solutions durables et peut, lorsque la situation s'y prête, contribuer à éviter ou à réduire la judiciarisation des dossiers.

Une expertise développée au sein du réseau

L'intégration du programme au sein d'Info Justice a permis de renforcer l'expertise en médiation jeunesse et contribue à harmoniser les pratiques entre les régions participantes. Les médiatrices et médiateurs bénéficient d'une formation spécialisée, de mécanismes de supervision ainsi que d'outils communs favorisant une offre de services cohérente à l'échelle du Québec.



→ **271 dossiers enfants référés**, une hausse de 32 % par rapport à l'année précédente;

→ **70 % des processus** de médiation complétés ont mené à une entente;

→ Le service était offert dans **6 régions du Québec** au 31 mars 2026.

Soutien juridique en milieux communautaires

Un projet de proximité en développement

En 2025-2026, le réseau Info Justice a amorcé le développement d'une nouvelle approche de services juridiques de proximité en collaboration avec les organismes communautaires du Québec. Ce projet vise à rapprocher le soutien juridique des milieux de vie en s'appuyant sur l'expertise, la connaissance fine des réalités locales et le lien de confiance déjà établi entre les organismes communautaires et les personnes qu'ils accompagnent.

Au cours de l'année, les travaux ont notamment permis de définir le modèle d'intervention, de mobiliser les partenaires et de documenter les besoins des communautés afin de préparer un déploiement adapté aux réalités de chaque région.

À compter de 2026-2027, des juristes d'Info Justice offriront des services directement au sein d'organismes communautaires partenaires dans l'ensemble des régions du Québec. Cette présence permettra d'offrir un soutien juridique humain et adapté, de favoriser le repérage des besoins juridiques et de renforcer la collaboration entre les milieux communautaires et le réseau Info Justice au bénéfice des personnes.

Ce projet est rendu possible grâce à l'Entente Justice citoyens, portée par la Chambre des notaires du Québec, le Barreau du Québec et le ministère de la Justice du Québec.

Justice citoyens



Nos initiatives pour transformer les pratiques en justice

En complément aux différents services offerts, certaines initiatives du réseau visent à faire évoluer les pratiques en justice. Elles favorisent une justice plus participative, concrète et enracinée dans les réalités citoyennes.

Juristes mobiles
Faire évoluer les pratiques pour mieux répondre aux besoins des communautés

Au cours de l'année 2025-2026, le réseau des Centres Info Justice a poursuivi le développement de ses approches mobiles afin de rendre les services juridiques plus accessibles aux personnes qui rencontrent des obstacles importants à l'accès à la justice.

Dans le cadre du projet de recherche-action Juristes mobiles, six approches expérimentales ont été déployées dans différentes régions du Québec afin de tester des modèles d'intervention adaptés à des réalités variées. Menée en partenariat avec l'Institut québécois de réforme du droit et de la justice (IQRDJ), la recherche-action est entrée dans sa phase d'expérimentation et de collecte de données.

Ces approches répondent à deux grands enjeux d'accès à la justice. Trois sont destinées à des populations vivant des obstacles particuliers, soit les personnes aînées, les jeunes et les personnes autistes, vivant avec une déficience intellectuelle ou un trouble du langage. Trois autres visent à rapprocher les services juridiques de territoires où l'éloignement géographique limite l'accès aux services juridiques. Le déploiement de ces services a mobilisé les Centres Info Justice, les organismes communautaires et plusieurs partenaires locaux autour d'un objectif commun : offrir des services juridiques mieux adaptés aux réalités des milieux de vie et des personnes. Cette collaboration constitue un levier essentiel pour rejoindre celles et ceux qui, autrement, auraient peu ou pas recours aux services juridiques.

De septembre 2025 à mars 2026, les six approches ont permis de réaliser plus de 660 rencontres individuelles, rejoignant près de 350 personnes.

Au-delà de ces six approches expérimentales, la recherche-action documente également douze autres initiatives mobiles développées au sein du réseau, notamment dans les palais de justice, les centres de pédiatrie sociale et les maisons d'hébergement pour les personnes victimes de violence conjugale. Les apprentissages issus de cette diversité d'expériences permettront d'enrichir les pratiques des centres et de soutenir le développement de services toujours plus cohérents, adaptés et accessibles à travers le Québec.

Pour suivre l'évolution du projet, vous pouvez consulter le site internet dédié et vous inscrire à l'infolettre.



Prévention et règlement des différends

Les modes de prévention et de règlement des différends (PRD) demeurent au cœur de l'approche de soutien juridique de proximité d'Info Justice. En favorisant le dialogue et la recherche de solutions adaptées, ils offrent aux personnes des avenues concrètes pour résoudre certains différends autrement que par les tribunaux.

En 2025-2026, le réseau a poursuivi son engagement en faveur des PRD en contribuant, à titre de partenaire, à la campagne nationale #PensezMédiation, coordonnée par l'Institut de médiation et d'arbitrage du Québec (IMAQ). Cette initiative visait à mieux faire connaître la médiation auprès du grand public et à en faire une option davantage considérée lorsqu'un conflit survient. La première vague de la campagne a rejoint plusieurs millions de Québécoises et de Québécois grâce à une stratégie combinant publicité, contenus éducatifs et relations publiques.

Parallèlement, Info Justice a poursuivi ses travaux visant à renforcer les pratiques en matière de PRD au sein du réseau. Des activités de réflexion et de développement professionnel ont été amorcées afin de soutenir les juristes et les autres professionnels dans l'évolution de leurs pratiques et de favoriser des approches toujours mieux adaptées aux besoins des personnes et des communautés.

Service d'intervention psychosociale (SIP)
une réponse humaine aux situations complexes

L'année 2025-2026 marque une étape importante dans l'évolution du Service d'intervention psychosociale (SIP), dont le déploiement et la consolidation reposent sur une étroite collaboration entre les centres et les différentes instances du réseau. Grâce à cette mobilisation, le SIP poursuit sa mission d'offrir un accompagnement humain et adapté aux personnes confrontées à des enjeux psychosociaux.

Au cours de l'année, **599 rencontres d'intervention** ont été réalisées auprès de la population, contribuant à prévenir l'escalade de situations complexes, à favoriser le règlement des différends et à soutenir les personnes dans leurs démarches. L'arrivée de nouvelles intervenantes en Outaouais a permis de renforcer l'offre de services et d'accroître la capacité d'intervention du programme.

L'année a ainsi également été marquée par la mise en œuvre des premières actions concertées et mutualisées du SIP à l'échelle du réseau. Pour la première fois, l'expertise psychosociale a été offerte de façon structurée à l'ensemble des employés et des équipes. La création d'une adresse courriel et d'un formulaire de demande de soutien a permis d'améliorer l'accessibilité au service et de répondre plus efficacement aux besoins émergents. **Plus de 150 interventions de soutien ont ainsi été réalisées auprès des employés de l'ensemble du réseau**, sous forme d'accompagnement individuel, de soutien aux équipes, d'évaluations de besoins et de *coaching*.

Le SIP a également contribué au développement des connaissances et des pratiques en offrant des formations sur diverses réalités. Plusieurs outils ont été développés afin de soutenir l'intervention et d'assurer une plus grande cohérence des pratiques, notamment un bottin national des ressources, un guide de référence pour les situations impliquant des citoyens présentant des comportements violents et une série de capsules mieux-être diffusées à l'ensemble du réseau.

Enfin, la participation active du SIP à plusieurs comités et projets stratégiques témoigne de la place grandissante de son expertise au sein du réseau. Les travaux réalisés cette année ont permis de renforcer les collaborations, d'harmoniser les pratiques et de consolider un service qui contribue à la fois à offrir une réponse plus adaptée aux besoins de la population et au bien-être des équipes.

> Le SIP a également contribué au développement des connaissances et des pratiques en offrant des formations sur diverses réalités.



Nous structurer pour toujours mieux servir

En misant sur des leviers internes souvent invisibles par la population, mais essentiels, le réseau consolide la capacité des Info Justice à bien servir la population. Ces avancées structurantes soutiennent la croissance, facilitent la collaboration et renforcent l'efficacité de nos actions à l'échelle du Québec.

Des communications au service de l'accès à la justice

En 2025-2026, les communications ont joué un rôle central dans le développement et le déploiement des services du réseau Info Justice. Plus qu'un simple vecteur de visibilité, elles ont contribué à faire connaître les services auprès de la population, à soutenir les équipes régionales dans leurs initiatives et à mobiliser les partenaires autour d'une vision commune d'une justice plus accessible.

L'année a été marquée par le dévoilement de la nouvelle identité **Info Justice** et le lancement du **site Web info-justice.ca**. Cette transformation visait à rendre les services plus faciles à comprendre, plus simples à trouver et plus accessibles pour les personnes en quête de soutien juridique. Elle s'est accompagnée d'une refonte des outils de communication et d'un positionnement renouvelé, davantage centré sur les besoins des personnes et la proximité des services.

Les communications ont également soutenu le déploiement de plusieurs projets structurants du réseau, notamment les services de première ligne en palais de justice, le développement des services juridiques en milieux communautaires et les différents services ciblés offerts par les centres. Grâce à une stratégie concertée combinant relations de presse, campagnes numériques, outils régionaux et contenus destinés aux partenaires, elles ont contribué à accroître la portée des initiatives et à favoriser leur appropriation par les milieux concernés. En renforçant la cohérence des messages et en mettant en valeur une approche humaine, accessible et adaptée, les communications ont contribué à rapprocher les services d'Info Justice des personnes et des communautés partout au Québec.

Renforcer les services aux personnes grâce à des outils technologiques mieux adaptés

Au cours de l'année, les technologies de l'information ont contribué de façon importante à la modernisation des pratiques du réseau et à l'amélioration de la qualité des services offerts à la population. En soutenant les équipes dans leur travail quotidien, les initiatives réalisées ont permis de renforcer la collaboration, l'efficacité organisationnelle et l'accès à des outils mieux adaptés aux besoins du réseau. Elles s'inscrivent ainsi pleinement dans la mission d'accès à la justice, en appuyant la prestation de services accessibles, cohérents et de qualité.

Une attention particulière a été accordée à l'accompagnement du réseau dans l'implantation et l'optimisation de JurisÉvolution, une plateforme désormais centrale à la prestation de services bonifiés à la population. Les travaux réalisés contribuent ainsi à mieux soutenir les équipes et à améliorer la qualité, la cohérence et l'accessibilité des services rendus aux personnes qui bénéficient des services dans l'ensemble des centres.

L'année a également été marquée par l'évolution des outils de communication et de collaboration internes, notamment par la transition vers de nouvelles plateformes mieux intégrées à l'environnement numérique du réseau. Cette évolution favorise le partage d'information, la concertation entre les équipes et une plus grande cohérence dans les pratiques, au bénéfice d'une expérience de service plus fluide pour la population.

Enfin, des efforts importants ont été consacrés au renforcement de la sécurité, de la gouvernance technologique et de la continuité des services. Ces travaux contribuent à assurer un environnement numérique plus fiable et sécuritaire, tout en soutenant la capacité du réseau à maintenir des services de qualité à la population.

Une gouvernance en construction pour préparer l'avenir du réseau

En 2025-2026, la croissance du réseau, le développement de nombreux projets collectifs ainsi que l'ajout de nouvelles ressources humaines et financières ont confirmé la nécessité de doter le réseau d'une structure nationale à la hauteur de son développement.

En s'inspirant de modèles de gouvernance d'autres réseaux nationaux, le comité de gouvernance a consacré plusieurs rencontres à concevoir une première proposition de structure nationale. Les travaux ont notamment porté sur la structure organisationnelle, les rôles et responsabilités, les mécanismes décisionnels, les règlements généraux et le cadre de référence.

Cette démarche constitue une étape importante vers une gouvernance plus claire, cohérente et durable. Les premiers jalons ainsi établis serviront de base aux réflexions et aux travaux collaboratifs qui permettront de façonner la structure nationale avec l'ensemble des partenaires du réseau.

Nos forces vives engagées

Des équipes au service de la population

Présents dans toutes les régions, ils et elles incarnent au quotidien les valeurs de la justice de proximité par leur engagement, leur expertise et leur humanité.

183 employés au 31 mars 2026



Directions générales des centres Info Justice – Des leaders au cœur de l'action régionale

Reliées par une mission commune, ces directions incarnent l'esprit de collaboration et de solidarité qui fait la force du réseau.

Abitibi-Témiscamingue, Denis Richard (Intérim)
Bas-Saint-Laurent, Marie-Josée Fournier
Capitale-Nationale Québec - Chaudière Appalaches, Geneviève Trépanier
Centre-du-Québec, Isabelle Bonin
Côte-Nord, Roselalie Hovington
Estrie, Maxime-Olivier Breton
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine, Maude Lapointe
Grand-Montréal, Jennifer Fafard-Marconi
Laval-Laurentides-Lanaudière, Sara Néron
Mauricie, Andréanne Lascelle-Lavallée
Montérégie, Frédérique Tessier
Nunavik, Ève Langlois (coordonnatrice)
Outaouais, Geneviève Gratton
Saguenay–Lac-Saint-Jean, David Duchesne

Ressources nationales – Une équipe engagée auprès du réseau

Véritable moteur des initiatives collectives du réseau, l'équipe nationale assure la coordination des opérations et des projets communs. Afin de soutenir la croissance et l'évolution de ses activités, le réseau peut compter sur une équipe de 11 professionnelles dédiées à la réalisation des objectifs communs, au maintien d'une vision cohérente et au renforcement de l'impact collectif.

Soutien au réseau

Vicky Gaudet
Coordonnatrice réseau

Chloé Le Tourneux-Perron
Responsable des services juridiques

Claude Simard
Responsable des communications collectives

Karima Djaiz
Responsable des technologies de l'information

Développement de projets

Marie Allard
Coordonnatrice des projets Petites créances et Info-Séparation

Jamie-Lee Gravel
Coordonnatrice du projet Juristes en palais

Krystel Sauvé
Coordonnatrice du projet Accompagnement en droit notarial (ADN)

Émilie Brien et Marianne Leaune-Welt
Coordonnatrices du projet Juristes mobiles

Marie-Claude Leblanc
Coordonnatrice des services en matière de logement

Mylène Lavigne
Coordonnatrice du projet Juristes communautaires

Ensemble vers l’avenir : nos ambitions pour 2026-2027

Passer de la croissance à la consolidation

Le plan d’action 2026-2027 marque une nouvelle étape dans l’évolution du réseau. Après plusieurs années de croissance rapide, les priorités retenues visent à consolider les acquis, renforcer les fondations du réseau et soutenir un développement durable des services de justice de proximité. Élaboré grâce à une vaste démarche de réflexion et de priorisation menée avec les directions générales, les ressources nationales et les comités du réseau, avec l’accompagnement des expertes du Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS), il traduit une volonté partagée de mieux structurer le développement du Réseau Info Justice du Québec.

Priorités stratégiques 2026-2027

1 Des services toujours plus cohérents et accessibles

Nous poursuivons le développement d'un **continuum de services juridiques de proximité** mieux intégré, cohérent et adapté aux besoins de la population, tout en renforçant notre capacité à mesurer ses retombées.

2 Une voix forte pour l'accès à la justice

Nous poursuivrons nos efforts afin de **positionner Info Justice comme un interlocuteur privilégié** auprès des décideurs, des partenaires et de la population.

3 Un réseau qui mise sur la force du collectif

La concertation, la mutualisation et le partage d'expertise demeureront au cœur de notre développement afin de renforcer la collaboration, de soutenir les équipes et d'accroître l'efficacité du réseau.

4 Des équipes soutenues pour durer

Parce que la qualité de nos services repose avant tout sur nos équipes, nous poursuivrons nos efforts afin de **favoriser leur bien-être, leur mobilisation et l'attractivité de notre réseau**.

5 Un Réseau Info Justice du Québec qui prend forme

Nous poursuivrons les travaux visant à créer officiellement le Réseau Info Justice du Québec et à le doter d'une structure nationale **capable d'assurer sa gouvernance, sa pérennité et son développement**.



Nos principaux défis pour l’année à venir

La démarche de planification a confirmé que le principal défi d’Info Justice n’est plus seulement de développer de nouveaux services, mais de se doter des capacités nécessaires pour soutenir durablement leur croissance. La diversification des services, les limites du financement par projets et la complexité croissante de leur déploiement rendent désormais indispensables des fonctions permanentes permettant d’assurer efficacement la coordination, la concertation, la gouvernance et le soutien nécessaires au développement du réseau.

Plus que jamais, les prochaines étapes de notre développement ne dépendront plus seulement de notre capacité à développer de nouveaux services, mais aussi à consolider les fondations qui les rendent possibles. Renforcer notre structure et nos capacités d’action c’est assurer la qualité, la cohérence et la pérennité des services offerts à la population.

- **Mettre en place la future structure nationale,** en poursuivant les travaux de gouvernance, en mobilisant les membres du réseau et en ralliant les partenaires qui contribueront à sa mise en œuvre.
- **Pérenniser l’équipe nationale,** en assurant un financement durable des ressources humaines essentielles à la coordination, au soutien et au développement du réseau.
- **Attirer et retenir les talents**, en consolidant une culture organisationnelle forte et des conditions de travail favorables.

Remerciements

Tous les centres Info Justice sont financés par le Fonds *Accès Justice*, un fonds sous la responsabilité du *ministère de la Justice du Québec*. Grâce à ce soutien essentiel, le réseau peut offrir, partout au Québec, des services gratuits d’information, d’orientation et de soutien juridique et poursuivre sa mission de rapprocher la justice de la population.

Créé le 5 avril 2012, le *Fonds Accès Justice* soutient des initiatives qui favorisent une meilleure connaissance du droit et du système de justice québécois, contribuant ainsi à améliorer l’accès à la justice.

Nous remercions également chaleureusement le *Barreau du Québec*, la *Chambre des notaires du Québec* et le *ministère de la Justice du Québec* qui, grâce à l’entente Justice citoyens, permettent à Info Justice de développer et d’expérimenter de nouveaux services. Grâce à ce partenariat, nous pouvons encore mieux répondre aux besoins émergents de la population en faisant évoluer l’accès à la justice.

Pour plus d'information sur nos services et activités

info-justice.ca

Info Justice

Avec la participation financière de :
Québec